le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01novembre 2021 N° 479 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Face à la vie chère, aux abus patronaux et au mépris de l'État, des travailleurs relèvent la tête

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Mali
Face à la vie chère, aux abus patronaux et au mépris de l'État …

Pages 3-4 : **Mali**
- Les enseignants réclament ce qui a été promis par le précédent gouvernement
- Concours de démagogie sur fond de rivalités pour le pouvoir

Pages 4-6 : **Burkina Faso**
- Au procès de l'assassinat de Thomas Sankara, les donneurs d'ordre resteront impunis

Pages 6-8 : **Côte d'ivoire**
- Morts cadeaux !
- Cachez-moi ces enfants de la misère !
- «Aux portes du paradis» : on est où là ?
- Incendies d'usines en cascade

Page 8-9 : **Madagascar**
- La réussite de deux jeunes au milieu d'un océan de misère

Page 9 : **Bénin**
- La restitution de quelques objets d'art ne doit pas faire oublier le pillage colonial

Page 9 : **Soudan**
- Les militaires tentent d'écraser la population

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 20 €
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Éditorial *P.2*

MALI
FACE À LA VIE CHÈRE, AUX ABUS PATRONAUX ET AU MÉPRIS DE L'ÉTAT, DES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE

Avec le soutien de leur syndicat, les employés de banque ont fait une grève de 72 heures à compter du 27 octobre 2021. De nombreux établissements financiers ont été touchés, les grévistes ont mis sur pieds des piquets de grève pour faire respecter leurs mots d'ordre. Ils réclament entre autres, des augmentations de salaires, la réintégration de leurs camarades licenciés pour motif économique, l'embauche des travailleurs intérimaires, une meilleure gestion des fonds sociaux, en principe destinés à l'aide sociale au sein de l'entreprise mais que les travailleurs ne perçoivent pas lorsqu'ils en font la demande.

Ce mouvement revendicatif a touché également les prestataires du PMU-Mali ainsi que les employés de certaines stations services (Oryx, Total et Shell). Les pompistes en grève veulent un salaire décent et de meilleures conditions de travail. Ils en ont mare d'être traités comme des bêtes de somme et le disent haut et fort : «nous travaillons de 6 heures à minuit sans prime de travail, pas de congé ni de permission, sans compter les licenciements abusifs sans préavis ». Leur délégué explique que « certains sont employés depuis 10 ans et payés à 25.000 voire 30.000 F Cfa par mois (entre 38 et 46 euros environ)». Sachant que le kilo de viande frôle actuellement les 4.000 F Cfa à Bamako, que le sac de 50kg de riz dépasse les 20.000 F Cfa ou que le bidon de 20L d'huile est à 24.000 F Cfa, comment faire vivre toute une famille avec un si petit salaire ? Ces travailleurs sont conscients qu'en se mettant en grève ils peuvent être licenciés sans ménagement par leurs patrons aux comportements d'esclavagistes, mais ils ont tout de même osé lever la tête et cela peut encourager d'autres à en faire autant.

Même si ce mouvement de grève n'a été que partiellement suivi, il a quand même été vu par de nombreux habitants et travailleurs de la capitale malienne. Nombre d'entre eux vivent et travaillent dans les mêmes conditions que ces pompistes et se serrent la ceinture comme eux pour joindre les deux bouts. Ils pourraient aussi s'inspirer de leur lutte pour défendre leurs intérêts car ce n'est que collectivement, par leurs luttes qu'ils pourront faire reculer les patrons et le gouvernement.

LES ENSEIGNANTS RÉCLAMENT CE QUI A ÉTÉ PROMIS PAR LE PRÉCÉDENT GOUVERNEMENT

À l'occasion de la rentrée scolaire fixée au 1er novembre 2021, certains syndicats d'enseignants ont déjà annoncé un préavis de grève pour forcer le gouvernement du colonel Assimi Goïta à honorer les promesses du précédant gouvernement à l'issue d'un mouvement de grève et d'âpres négociations. Sauf qu'entre temps il y a eu un coup d'État.

Dans un premier temps les enseignants ont cru que les putschistes allaient satisfaire leurs revendications et appliquer les accords conclus, mais ils ont vite déchanté quand le Premier ministre Choguel Maïga a suspendu les dits accords. Cette rentrée scolaire risque par conséquent d'être perturbée et comme précédemment les dirigeants au pouvoir mettront la responsabilité de la perturbation du programme scolaire sur le dos des enseignants qui ne font que réclamer leurs droits à un salaire correct et des conditions de travail permettant d'enseigner dans de bonnes conditions.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

MALI : CONCOURS DE DÉMAGOGIE SUR FOND DE RIVALITÉS POUR LE POUVOIR

Une affiche du collectif des « Jeunes patriotes du Mali » demandant la prolongation de la transition.

Partisans et opposants du pouvoir du colonel putschiste Assimi Goïta mobilisent leurs troupes pour soutenir ou critiquer le régime de transition. Chacun annonce des meetings et des rassemblements dans la capitale dans les prochains jours.

Le 23 octobre dernier, une organisation de femmes soutenues par diverses personnalités et mouvements proches de l'ancien pouvoir, a tenu un meeting intitulé « Sauvons la transition ». Elles se disent opposées à une éventuelle prolongation du délai du régime de transition alors que les putschistes ont dit quelques mois plus tôt qu'ils allaient respecter leur engagement d'organiser des élections en février 2022 et de laisser le pouvoir à des civils.

La porte parole du mouvement « Sauvons la transition » a déclaré : « Dans deux semaines, nous allons tenir un grand rassemblement sur le boulevard de l'Indépen-

dance de Bamako pour dire que nous ne sommes pas d'accord avec la prolongation de la transition ». Elle dit tout haut ce que de nombreux politiciens écartés de la mangeoire pensent tout bas, pressés qu'ils sont de retrouver leurs postes et leurs privilèges.

« L'essentiel pour nous, c'est de permettre aux Maliens de manger à leur faim » a ajouté la représentante de ce mouvement. Mais ceux qui sont à plaindre ce ne sont pas les politiciens appartenant au camp des perdants car ils ont eu largement le temps de se remplir les poches durant leur passage au pouvoir avant le dernier putsch. Ceux qui souffrent de la faim ce sont les travailleurs et les petites gens qui doivent faire face à la flambée des prix alors que les salaires ne suffisent déjà pas à faire face aux dépenses en période « normale ». Et cela ne date pas d'aujourd'hui ! Les politiciens qui veulent revenir au pouvoir ont largement contribué à l'appauvrissement de la grande majorité de la population malienne.

De leur côté, les partisans du régime actuel mobilisent aussi leurs partisans à travers des meetings et des rassemblements. Ainsi, le mouvement « Yèrèwolo, Debout sur les remparts » a appelé ses partisans à un meeting le 29 octobre. Il s'agit, selon les responsables, de clamer haut et fort leur « soutien indéfectible aux autorités de la transition » et de « défendre la patrie contre l'ingérence extérieure…jusqu'au prix de notre sang ». Des représentants du Syndicat national des commerçants détaillants du Mali (SYNACODEM) sont venus apporter leur soutien à ce mouvement en faveur des putschistes.

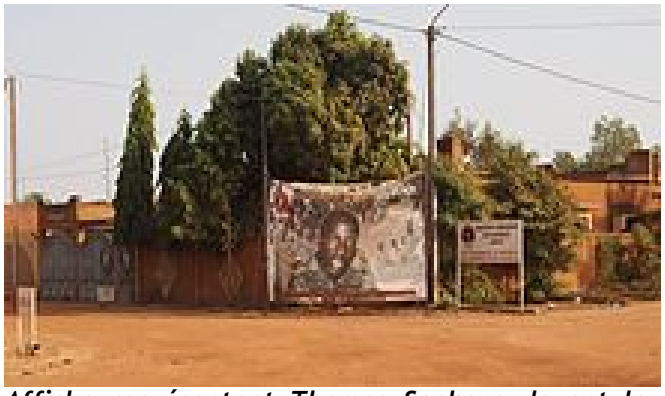
Dans ce concert de discours aux accents patriotiques, les travailleurs n'ont aucun intérêt à suivre un camp ou un autre car ce sont des ennemis mortels de tous les exploités. Les uns et les autres veulent tout simplement tromper les gens et s'en servir éventuellement comme chaire à canon dans leur bataille pour le pouvoir.

Burkina Faso

AU PROCÈS DE L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA
LES DONNEURS D'ORDRE RESTERONT IMPUNIS

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara et 12 de ses compagnons ont été tués par un commando agissant pour le compte de Blaise Compaoré. Celui-ci prendra ensuite le pouvoir à Ouagadougou et le conservera durant 27 années par la terreur avec le soutien de l'impérialisme français et de son principal valet régional Houphouët Boigny, jusqu'à son renversement par une insurrection populaire en 2014.

34 ans après les faits, le procès de cet assassinat est enfin ouvert à Ouagadougou. Quelques uns des partisans de Blaise Compaoré sont passés à la barre et ont donné leur version des faits et quelques détails sur la préparation de l'assassinat, mais le principal accusé, Blaise Compaoré est aux abonnés absents car il est allé se réfugier en Côte d'Ivoire chez son ami et protecteur Ouattara. Et celui-ci refuse de le livrer aux autorités burkinabé.



Affiche représentant Thomas Sankara devant le quartier général du Mouvement sankariste à Ouagadougou

Le renversement de Sankara n'aurait pas pu avoir lieu sans au minimum l'aval des autorités françaises qui ne voyaient pas d'un bon œil le pouvoir de ce bouillant ca-

pitaine à la phraséologie nationaliste. Dans une récente déclaration devant la presse, Jack Lang, ancien ministre de la Culture de François Mitterrand (il était alors au pouvoir) a dit qu'il était « prêt à apporter un témoignage humain et personnel » devant le tribunal à Ouagadougou et qu'il ne peut pas « imaginer une seconde » que François Mitterrand ait pu jouer un rôle dans le renversement et l'assassinat de Sankara. « Très souvent, dit-il, il m'est arrivé de parler à François Mitterrand de Thomas Sankara. Il avait pour lui beaucoup de sympathie et d'amitié… ». C'est certainement pour cela que malgré les promesses de Macron d'ouvrir les archives de l'État français concernant cet évènement, elles sont toujours classées « secret défense ». Ne sont rendues publiques que quelques archives de la diplomatie française, et encore lorsqu'elles ne concernent que quelques aspects mineurs ! Les barbouzeries de l'État français dans ses anciennes colonies d'Afrique ne seront pas dévoilées de si tôt !

Nombre de dictateurs voisins comme Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire ou bien Moussa Traoré au Mali, voulaient aussi en découdre avec Sankara car ils n'appréciaient pas ses discours anti impérialistes et ses critiques contre leur pouvoir à la solde de l'ancienne puissance coloniale.

À l'intérieur du Burkina Faso, Sankara s'était fait des ennemis au sein des notables traditionalistes car il avait restreint leurs prérogatives, interdit la polygamie et le lévirat (coutume qui obligeait une veuve d'épouser le frère de son mari).

Dans la fonction publique, les salaires ponctionnés de 5 à 12 % selon les revenus, ont aussi créé des mécontentements, de même que la lutte contre la gabegie et la corruption, notamment au sein de l'administration.

Certains partis politiques et syndicats dénonçaient aussi les agissements du pouvoir de Sankara, notamment ceux des CDR (Comités de Défense de la Révolution) qui n'hésitaient pas à emprisonner ou à violenter ceux qui s'opposaient au régime. Un incendie criminel a détruit les locaux abritant l'imprimerie du quotidien l'Observateur qui critiquait le pouvoir. Des enseignants qui faisaient une grève revendicative ont été licenciés, d'autres emprisonnés, etc.

Le coup d'État de Blaise Compaoré a eu lieu au moment où la popularité du régime de Sankara s'effritait. La totalité de la vérité sur son assassinat ne sera pas faite durant le procès qui se tient actuellement et le principal accusé restera encore longtemps impuni. Mais ce procès aura servi au moins à évoquer une page de l'histoire du Burkina Faso.

Certains admirateurs de Sankara tentent de mettre en valeur son « panafricanisme » ou son « anti-impérialisme » sur la base de ses discours à l'ONU, au sommet de l'OUA ou devant les médias, mais ils omettent par exemple de rappeler que le premier « acte de bravoure » qui a permis a Sankara de se faire connaître et de devenir populaire au sein d'une partie de l'armée et de la jeunesse voltaïque, c'est d'avoir participé à la guerre contre le Mali en 1974 à propos d'un litige frontalier hérité de la colonisation. Il s'agit de la zone dite de la « Bande d'Agacher » longue de 160 km et large de 20 km, au nord du Burkina Faso.

La propriété de la zone en pointillés, dite « Bande d'Agacher », revendiquée par les deux États voisins, a été l'objet de deux guerres, en 1974 puis en 1985. C'est un des héritages empoisonné de la colonisation.

Chacun des deux États réclamait la propriété de cette bande. Sankara n'était alors qu'un lieutenant. À la tête d'un com-

mando, il réussit « l'exploit » de prendre possession du village de Douma en tuant deux soldats maliens et en s'emparant de leurs armes. La guerre dura deux jours mais, à part le commando de Sankara, l'armée voltaïque fut déconsidérée, notamment par la jeunesse de ce pays..

La deuxième guerre pour la possession de cette même bande de terre a eu lieu en décembre 1985. Cette fois-ci, Sankara était au pouvoir et c'est Moussa Traoré le dictateur malien qui en a pris l'initiative en déclenchant une attaque sur quatre villages le jour de Noël. Les affrontements violents ont duré six jours. L'armée malienne a mobilisé 8 000 hommes, 87 chars et 13 avions tandis que l'État burkinabé a mobilisé 5 000 hommes 15 autos blindées et 18 chars.

Cette guerre s'est soldée par 141 morts et près de 300 blessés burkinabé contre 38 morts et 17 blessés maliens. Ce litige a été réglé quelques années plus tard par un arbitrage international mais les affrontements ont laissé des souvenirs amers au sein des populations de cette zone frontalière qui ne demandaient qu'à vivre en paix car elles étaient parfois de la même famille. Personne n'a demandé leur avis sur le tracé de cette frontière totalement absurde, créée artificiellement par les colonisateurs pour diviser les populations et perpétuer leur domination sur leurs anciennes colonies devenues indépendantes.

Au Mali, des milliers de jeunes qui regardaient du côté de Sankara ont été désorientés avant de se braquer contre lui. Cela a fait le jeu de Moussa Traoré et de son sinistre ministre de l'Intérieur, Tiécoro Bagayoko.

Face au nationalisme de Moussa Traoré, Thomas Sankara a opposé son propre nationalisme en s'asseyant sur son prétendu panafricanisme. Son attitude durant cet épisode tragique de l'histoire de ces deux pays montre que l'homme d'État qu'il était, avait plus de points communs avec ses pairs africains que de véritables différences de fond.

Côte d'Ivoire

MORTS CADEAUX !

Dans leur course à la mangeoire, bien de politiciens de ce pays ont entrainé plusieurs fois des pauvres gens dans la barbarie ethniste et xénophobe. Ils ont utilisé des milices armées pour tuer. Et voilà, comme si de rien n'était, ces mêmes dirigeants s'entendent maintenant comme des larrons en foire.

Gbagbo, lui, fait carrément fête à buffet ouvert ! Koné Katinan, son porte-parole, a réintégré son poste à la direction générale des impôts qu'il occupait avant qu'il ne soit ministre. Il en est de même pour Kadet Bertin qui était alors ministre de la défense sous Gbagbo. On peut notamment citer ceux de la « galaxie patriotique » : les Kacou Brou dit « maréchal KB », Watchar, Kedjebo, etc. La liste des gens qui ont ainsi regagné la fonction publique est longue.

Les centaines ou les milliers de personnes qui les ont suivis, dont certains y ont laissé leur vie, doivent se retourner dans leur tombe… s'ils en ont une !

CACHEZ-MOI CES ENFANTS DE LA MISÈRE !

Dominique Ouattara est la « marraine » d'une association qui prétend lutter pour avoir « zéro enfant dans la rue ».

Ces riches sont vraiment hypocrites ! Si le nombre d'enfants qui se débrouillent dans les rues d'Abidjan pour gagner quatre

sous ne cessent d'augmenter de jour en jour, c'est précisément à cause du système économique qui fait que les riches deviennent toujours plus riches pendant que les pauvres deviennent encore plus pauvres !

C'est une des conséquences des bas revenus des parents qui, pour faire face à la cherté du coût de la vie, font ce qu'ils peuvent, y compris à mettre leurs enfants à contribution. Ces représentants des riches veulent tout juste que ces enfants ne soient pas trop visibles dans les quartiers chics pour ne pas gâter leur paysage.

Comment vont-ils donc s'y prendre pour les chasser ? Vont-ils utiliser leurs policiers et leurs militaires comme ils le font contre les grévistes ?

Côte d'Ivoire

« AUX PORTES DU PARADIS » : ON EST OÙ LÀ ?

Ces jours-ci, les médias sur les réseaux sociaux ont fait état de ce que la Banque Mondiale avait dit dans un de ses rapports qui date de quelques années. Ce rapport disait que la Côte d'Ivoire était «aux portes du paradis».

La Côte d'Ivoire pour les capitalistes, c'est certainement un eldorado. De l'or, du pétrole, des affaires à faire, une main d'œuvre corvéable à merci, des facilités fiscales, des aides de l'État à gogo, etc. Pour ceux-là, oui la Côte d'Ivoire est aux portes du Paradis !

Par contre, pour la grande majorité de la population qui peine à se nourrir, qui trouve difficilement un travail et dont les difficultés sont aggravées par l'augmentation des prix des produits de première nécessité, c'est plutôt l'enfer. Dans la zone industrielle par exemple, ceux qui cherchent du travail sont soumis à un racket pour décrocher un petit job de journalier mal payé. Les loyers deviennent inabordables. Même le prix des baraques en bois dans les quartiers précaires augmente. Les travailleurs sont condamnés à habiter de plus en plus loin de la ville. Pour tous ceux-là, c'est plutôt «aux portes de l'enfer» !

Leur paradis, les capitalistes et les parasites qui vivent dans le luxe le perdront le jour où le monde du travail décidera de se révolter et prendre son destin en main !

INCENDIES D'USINES EN CASCADE

Très tôt le jeudi 21 octobre, un incendie a ravagé l'entrepôt de stockage de chocolat et poudre de cacao de l'entreprise CI COA située dans la zone industrielle de Yopougon. L'incendie était si violent que malgré l'intervention des sapeurs-pompiers, l'entrepôt a totalement brûlé.

Le lendemain, c'est au tour d'une usine de fabrication de chaussures en plastique dans la zone industrielle de Koumassi. Les travailleurs étaient à l'ouvrage lorsqu'une forte explosion a retenti. Là aussi, l'usine a été entièrement réduite en cendre.

Même si aucune perte en vie humaine n'a été annoncée, cette succession d'incendies pose de nouveau la question de la sécurité des ouvriers au travail.

Il n'y a pas si longtemps, deux usines, King Ivoire et Industrap dans la zone industrielle de Yopougon, ont été ravagées par un incendie du même genre. Cela a coûté la vie à plusieurs travailleurs.

Dans les zones industrielles de ce pays, ce n'est un secret pour personne, les

normes de sécurité, même les plus élémentaires, sont foulées aux pieds par les patrons.

La zone de Yopougon concentre de nombreuses entreprises, pourtant elle ne dispose pas de caserne de sapeur pompiers. Quand il y a des sinistres, les secours doivent parcourir des kilomètres avant d'arriver sur les lieux. Lorsqu'ils arrivent, il est souvent trop tard.

Tout ceci se passe au nez et à la barbe des autorités de ce pays sans que ces derniers ne daignent lever le petit doigt. Quand il y a des drames ils viennent faire leur cinéma versent quelques larmes de crocodile.

Madagascar

LA RÉUSSITE DE DEUX JEUNES AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE

Pendant que les écoles publiques et les universités du pays sont laissées dans une situation catastrophique par les autorités, ces dernières ainsi que certains journalistes font croire aux étudiants, que ceux-ci peuvent s'en sortir en devenant patrons. Ils font beaucoup de publicité autour d'une infime minorité de jeunes qui auraient réussi selon eux à prendre « l'ascenseur social » que représenterait l'université. L'État malgache n'accorde pratiquement plus de bourse. L'ambassade de France en délivre quelques unes sur concours et au compte-gouttes, assorties d'un engagement à rentrer à Madagascar à la fin des études.

Chaque année un concours pour des jeunes entrepreneurs a lieu dans différents pays d'Afrique. Cette année 26 jeunes âgés de 18 à 22 ans ont été sélectionnés à travers tout le continent. Deux jeunes malgaches ont réussi le concours et c'est tant mieux pour eux.

Mais si l'on regarde de plus près on s'aperçoit que l'entreprise de l'un d'entre eux, «Coufé», est une marque de mode spécialisée dans les T-shirt brodés et personnalisables. Selon certains journaux, ce jeune fait fabriquer ces vêtements à la main par des femmes détenues en prison. Cela en dit long sur la façon avec laquelle il a «réussi».

L'autre jeune est une fille. Elle est fondatrice de «Dream Study», une agence d'aide aux étudiants pour leur inscription dans des universités à l'étranger. Les parents des étudiants doivent verser de fortes sommes d'argent pour pouvoir inscrire leur enfant par exemple en France dans l'espoir que celui-ci puisse accomplir toutes les formalités auprès des autorités malgaches ainsi que celles du pays d'accueil. En réalité les obstacles sont très nombreux et difficiles à franchir dans nos pays. À Madagascar l'appareil d'État est gangréné par la corruption. Pour le moindre formulaire il faut débourser des sommes d'argent. Une fois tous les papiers réunis et toutes les tracasseries administratives surmontées, il faudra pouvoir être reçu par les services consulaires du pays d'accueil, ce qui est encore un autre parcours du combattant. Si les parents vivent en brousse et sont des éleveurs, il faudra qu'ils se séparent de plusieurs têtes de bétail pour payer les frais occasionnés par toutes ces démarches. Au bout du compte seule une infime minorité de jeunes parvient à faire des études hors du pays.

Des universités de France, telle que Paris 8 par exemple, mettent à la disposition des étudiants, certains prospectus laissant espérer la somme de 2000 euros à ceux qui auraient « un projet entrepreneurial à forte utilité sociale ». Au final quelques jeunes triés sur le volet, réussiront peut-être à toucher cette somme. Mais cela s'apparente fort à un miroir aux alouettes destiné à créer des illusions.

Les services publics utiles à la population, tels que les écoles, les universités,

les hôpitaux, disposent de subventions tellement dérisoires qu'on peut dire qu'ils sont laissés à l'abandon. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que les jeunes qui ont la chance de pouvoir acquérir le savoir, se servent de leur intellect, non pas pour chercher à devenir capitalistes, mais plutôt pour combattre les capitalistes et leur système. Pour cela, ils ont toute leur place aux cotés des communistes que nous sommes.

Bénin

LA RESTITUTION DE QUELQUES OBJETS D'ART NE DOIT PAS FAIRE OUBLIER LE PILLAGE COLONIAL

Les chefs d'Etat de France et du Bénin, Macron et Talon, ont annoncé qu'ils vont se rencontrer à l'Elysée le 9 novembre prochain pour la signature de l'acte de transfert de 26 œuvres de l'ancien royaume du Dahomey.

Ces œuvres ne sont qu'une infime partie de ce qui a été pillé au Dahomey (actuel Bénin). Le palais royal d'Abomey dans lequel habitait Béhanzin a été entièrement saccagé puis brûlé le 17 novembre 1892. De très nombreuses tombes ont également été profanées à travers tout le royaume par les troupes coloniales en furie, commandées par le colonel Dodd, devenu plus tard général.

Macron restitue au compte-gouttes quelques objets au Bénin. Le milliardaire Talon qui dirige le pays d'une main de fer, ne manquera pas de saisir cette occasion pour tenter de redorer son blason terni par de multiples répressions exercées contre la population pauvre de ce pays.

Les travailleurs de France et leurs frères de classe du Bénin ont les mêmes intérêts. Ils ont tout à gagner à se donner la main pour renverser le système capitaliste. C'est lui qui a engendré le colonialisme, une forme odieuse de sa domination sur l'Afrique et une grande partie de la planète.

SOUDAN

LES MILITAIRES TENTENT D'ÉCRASER LA POPULATION

(Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 27 octobre 2021.)

L'armée soudanaise a entrepris de prendre le pouvoir lundi 25 octobre, réprimant sauvagement la population qui manifestait. Les chefs militaires ont fait arrêter les dirigeants civils qui siégeaient avec eux à la direction du pays, à commencer par le Premier ministre, Abdallah Hamdok.

Ils ont jugé que l'heure était venue d'en finir avec la fiction d'un pouvoir partagé entre civils et militaires qui leur avait permis, deux ans auparavant, de calmer le soulèvement populaire.

En avril 2019 en effet, les manifestations populaires avaient abouti en cinq mois au renversement d'Omar el-Béchir. Parti d'une révolte contre le triplement du prix du pain, le mouvement avait embrasé tout le pays et s'était rapidement donné comme objectif le départ du dictateur. La répression se révélant incapable d'en venir à bout, les chefs de l'armée avaient finalement fait le choix d'évincer Omar el- Béchir et de l'emprisonner. L'Association des professionnels soudanais (APS), constituée de représentants de la petite bourgeoisie, auxquels les manifestants faisaient confiance pour son opiniâtreté à appeler jour après jour à de nouvelles manifestations, avait alors négocié un compromis avec ces mili-

taires. Cet accord prit la forme d'un partage des sièges au sein d'un Conseil de souveraineté, censé conduire le pays à des élections libres. Un militaire, le général Abdel Fattah al-Burhan, devint chef de l'État, et un civil, Abdallah Hamdok, fut nommé Premier ministre.

En fait de partage, cet accord laissait tout le pouvoir réel entre les mains des généraux. Ils gardaient la haute main sur l'armée, la police et la justice. Les civils, quant à eux, occupaient des postes où ils avaient en charge la gestion de l'économie, à condition toutefois de ne pas toucher aux propriétés et aux entreprises appartenant à l'armée. Les généraux contrôlent 250 sociétés dans tous les secteurs vitaux et sont à la tête de très nombreux trafics. Le rôle des dirigeants civils se résumait ainsi à faire accepter à la population pauvre la misère et son aggravation.

En un an, l'inflation a été de 150 %. Les coupures d'électricité sont quotidiennes, parfois douze heures par jour, et les files d'attente s'allongent devant les boulangeries. En janvier, les habitants de certains quartiers de Khartoum ont manifesté pour réclamer du pain. Ils ont été dispersés par les forces de répression. La situation s'est encore aggravée en juin, après la suppression des subventions sur les carburants qui a fait doubler les prix, et déclenché des manifestations contre les autorités de transition. Les ministres civils responsables de l'économie ont laissé la situation empirer, ne voyant d'espoir que dans la réduction de la dette ou les crédits du FMI qui, pour sa part, exigeait des mesures d'austérité. Ils se sont ainsi déconsidérés.

Un premier coup d'État en septembre fut un échec. Fattah al-Burhan mit en cause des officiers proches de l'ancien dictateur Omar el Béchir, tout en accusant les dirigeants civils de semer le chaos dans le pays. Mais le 25 octobre, les chefs de l'armée ont été unanimes pour déclencher le coup d'État. Comme deux ans auparavant, les habitants des quartiers pauvres, les étudiants, les jeunes et les travailleurs sont descendus dans la rue, se heurtant aux forces de répression. L'armée a tiré, faisant plusieurs morts. Policiers et militaires ont poursuivi certains manifestants jusque chez eux pour les tabasser à mort, et ont roué de coups des femmes dans la rue. Mais la population ne s'avoue pas vaincue pour autant. En 2019, la répression avait été tout aussi sauvage, sans réussir à la briser.

En résistant comme ils peuvent au coup d'État, les travailleurs soudanais font preuve du même héroïsme que lorsqu'ils avaient réussi à renverser Omar el-Béchir. Mais cet héroïsme ne pourra vraiment permettre d'en finir avec la dictature que s'il s'y ajoute la conscience qu'une lutte à mort est engagée avec tous les chefs militaires, un combat où ceux-ci ne semblent reculer que pour mieux massacrer les travailleurs plus tard. Pour vaincre, il n'y a pas d'autre moyen que de les priver de leurs moyens de nuisance, en brisant leur armée, leur police et leur pouvoir économique.

Dès l'annonce du coup d'Etat, des milliers de personnes sont descendues dans les rues en bravant les forces de l'ordre.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.